



HAL
open science

En Inde, la réouverture des débits d'alcool déchaîne des passions toutes politiques

Anthony Goreau-Ponceaud, Nicolas Bautès

► **To cite this version:**

Anthony Goreau-Ponceaud, Nicolas Bautès. En Inde, la réouverture des débits d'alcool déchaîne des passions toutes politiques. 2020. halshs-02614594

HAL Id: halshs-02614594

<https://shs.hal.science/halshs-02614594>

Submitted on 16 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

En Inde, la réouverture des débits d'alcool déchaîne des passions toutes politiques

Publié: 17 mai 2020, 20:08 CEST • Mis à jour le : 18 mai 2020, 18:01 CEST

Anthony Goreau-Ponceaud

Géographe, en délégation CNRS à l'IFP, Inde, Université de Bordeaux

Nicolas Bautès

Géographe, chercheur détaché à l'IFP Inde, Université de Caen Normandie



Un homme montre ses bouteilles de liqueur récemment acquise, dans la banlieue de Chennai, le 7 mai 2020. Arun SANKAR / AFP

Quarante jours après le début du confinement le plus gigantesque et le plus punitif de la planète, le 3 mai 2020, Narendra Modi, premier ministre indien, annonçait son prolongement pour deux semaines supplémentaires, révélant la carte d'un pays désormais divisé en zones selon le niveau de concentration de cas d'infections avérés (verte, orange, rouge et *containment zone*) dont le gradient chromatique donne une idée des libertés octroyées.

Ce jour-là, Modi prenait aussi l'une des mesures les plus attendues et redoutées par la population : la réouverture des magasins d'alcool après plus de 6 semaines de fermeture.

Dès le lendemain, lundi 4 mai, les médias accompagnant l'actualité du SAR-Cov-2 en Inde diffusaient des images insolites de centaines d'hommes et de femmes agglutinés souvent sur plusieurs centaines de mètres, attendant fébrilement la réouverture des *liquor shops* gouvernementaux (les seuls à être autorisés) pour se procurer quelques litres d'alcool.



Une longue file d'attente pour acheter de l'alcool, dans les environs de Chennai, au sud du pays, le 7 mai 2020. Arun Sankar/AFP

Alors que le gouvernement indien avait dans un premier temps bénéficié d'une image très positive à l'international pour sa capacité à contenir la propagation du virus – image à peine écornée par la gestion calamiteuse de migrants –, les scènes de foules amassées faisant fi de toute distanciation sociale pour se procurer de l'alcool dès la réouverture des *liquor shops* ont aussitôt mis à mal une communication politique patiemment tissée par les nationalistes hindous : l'Inde du yoga, du végétarisme et de l'abstinence.

Aussi, le traitement de la vente d'alcool par l'État en temps de pandémie, plus que de relever de considérations sanitaires, interpelle par sa dimension profondément politique.

Surprenante réouverture des débits de boissons

Le soulagement des uns fut à la hauteur des craintes des autres. Si l'interdiction de l'alcool est une mesure ponctuelle régulièrement déployée en Inde lors des moments de tension politique (élections, manifestations), elle est ici à la fois exceptionnelle par sa durée, et signifiante sur le rapprochement des registres discursifs opéré par les politiciens entre menace économique-politique et menace pandémique.

La réouverture des commerces divise la population et suscite de vives contestations émanant d'acteurs nombreux et divers : militants et partis politiques issus de l'opposition, associations religieuses hindoues, catholiques et musulmanes, ou encore collectifs citoyens. À New Delhi, la capitale, près de 150 boutiques (sur un total de 864) ont ouvert progressivement leurs comptoirs extérieurs grillagés. Associations de résidents et partis politiques ont rapidement fait entendre leurs voix. Dans les villes de Chennai et de Madurai, au sud du pays, des militants (marxistes dans ce cas) ont violemment manifesté contre la réouverture de ces commerces, suscitant des affrontements avec les forces de l'ordre. Les arguments évoqués sont principalement d'ordre sanitaire : la peur du virus prime sur la nécessité économique d'une réouverture.

À Kolkata les affaires reprennent derrière les rideaux grillagés, le 4 mai 2020. Dibyangshu Sarkar/AFP

La vente d'alcool en ligne, telle qu'elle est préconisée depuis avril par les deux plus gros lobbys du secteur, l'International Spirits and Wine Association of India et la Confederation of Indian Alcoholic Beverage Companies permettrait de contourner le problème de la concentration attendue de la clientèle aux abords des détaillants.

Il est facile de s'indigner contre les États (souvent non gouvernés par le BJP) qui exigent la reprise des ventes d'alcool, étant donné les risques que représente l'alcoolisme, tout comme la crainte que l'affluence dans les magasins d'alcool ne vienne à bout du respect des mesures faisant barrière à la propagation du virus. En pleine pandémie, faciliter cette réouverture peut sembler contre-intuitif. Elle révèle pourtant de puissants enjeux économiques et leurs prolongements politiques.

Une manne économique

Malgré la diffusion d'un imaginaire « ascétique », l'Inde a toujours été consommatrice d'alcool. Dans de nombreux États, une partie des salaires des travailleurs agricoles comporte toujours un paiement en liqueur locale (une bouteille de toddy, un verre d'*arrack* par jour), aucune campagne électorale ne peut être menée sans distribution d'alcool et les politiciens entretiennent souvent d'étroites relations avec l'industrie de l'alcool, lorsqu'ils ne sont pas eux-mêmes à la tête d'une unité productive.

Tête baissée vers ses bidons d'*arrack* ou country liquor, Lakshmanam. Cet *arrack* shop de Pondichéry a l'autorisation de vendre 600 litres d'alcool par jour. L'*arrack* provient de la Puducherry Distilleries Limited qui en produit 25 000 litres par jour. Il est élaboré à partir d'ENA (ou *extra neutral alcohol* standardisé à 96 % vol.) mélangé à de l'eau. Anthony Goreau-Ponceaud, Author provided

La consommation d'alcool dans le pays est courante, socialement diversifiée et en progression constante. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), elle a plus que doublé en une décennie. Les données produites par l'International Wine and Spirits Research (IWSR) indiquent par ailleurs que l'Inde est même devenue le premier producteur mondial de whisky tout comme le premier consommateur.

Cette croissance de la consommation a pour corollaire une forte dépendance des États fédérés à l'égard des revenus issus de l'alcool.

Le « verrouillage » du pays a profondément touché le cœur de cette économie. À partir du 24 mars 2020, plus de 60 % de l'activité économique du pays a été interrompue sans préavis. Le gouvernement a justifié l'interdiction de la vente d'alcool pendant toute la durée de ce lockdown comme étant une recommandation issue des conclusions du bureau régional européen de l'OMS, qui signalaient que la consommation d'alcool « affaiblissait l'immunité du corps » et qu'elle était associée

« à une série de maladies transmissibles et non transmissibles et de troubles de la santé mentale susceptibles de rendre une personne plus vulnérable au Covid-19 ».

La fabrication et la vente d'alcool sont pourtant l'une des principales sources de revenus des États et des Territoires de l'Union, à l'exception du Gujarat, du Bihar ainsi que de deux États frontaliers de la Birmanie, Mizoram et Nagaland, où s'impose la prohibition. Dans le Tamil Nadu par exemple, qui a pu réouvrir les *liquor shops* le 15 mai, les recettes liées à l'alcool représentent 28 % du total des revenus fiscaux de l'État. Son gouvernement a été contraint à deux reprises d'émettre pour 800 millions d'euros d'obligations, ce qui lui permet de disposer de liquidités à court terme mais le place dans une situation de déséquilibre financier. Il en est de même pour les États du Karnataka et du Telangana.

Une taxe « corona »

À titre d'exemple, dans la seule journée du 4 mai, le Karnataka a vendu pour près de 45 crores d'alcool soit 5.625 millions d'euros (1 crore représente 10 millions de roupies) amenuisant sans pour autant combler le manque à gagner lié à une fermeture de près de six semaines, évalué à 2 050 crores.

Cette fermeture a là aussi mis en échec l'une des seules sources de recettes fiscales de l'État au moment où ses dépenses augmentaient soudainement pour faire face à une double crise, sanitaire et humanitaire. Confronté à une même situation, le gouvernement de Delhi a imposé une taxe spéciale « corona » de 70 % sur chaque bouteille vendue dès la réouverture en vue de tirer des revenus plus importants sur un alcool dont le prix a ainsi soudainement explosé.

Si les réponses locales définies par les États au choc économique que constitue pour nombre d'entre eux la pandémie sont tout aussi diverses que temporaires, elles ne peuvent à elles seules résoudre une situation qui résulte avant tout d'une opposition entre États fédérés et Centre, faisant de l'alcool un outil d'affrontement politique.

L'alcool : un puissant outil politique

Dans l'Union Territory de Pondichéry, bon nombre d'habitants espéraient nerveusement dès le matin du 4 mai l'annonce de la réouverture des *liquor shop*. Depuis, celle-ci n'a eu de cesse d'être décalée par les autorités, invoquant le risque d'un afflux conséquent de consommateurs venant des districts de l'État voisin. Le territoire devrait finalement ouvrir ses débits cette semaine.

Pondichéry, du fait d'un régime fiscal favorable, est connu comme une destination où boire (pendant longtemps l'alcool y était bien moins cher du fait de la frontière avec le Tamil Nadu, alors rigoriste et prohibitionniste).

Thangarasu, gérant du Vasantharaja Wine Mart, un *liquor shop* disposant d'une licence dite FL1, la plus coûteuse (1,5 million de roupies), proposant à la vente bières, vins et IMFL (*Indian-made foreign liquor*), Pondichéry, 2020. Anthony Goreau-Ponceaud, Author provided

Mais une fois encore, ces raisons sanitaires apparaissent secondaires par rapport à la dimension politique que revêt l'alcool en temps de pandémie. L'attente d'une décision libérant la vente d'alcool dans ce petit territoire a conduit à dynamiser l'activité de marché noir, dirigée notamment par des personnalités haut placées, dont certains parents de politiciens locaux.

En réponse au trafic illégal, à la demande de Kiran Bedi, Lieutenante gouverneure, représentante de l'État central dans ce territoire et affiliée au BJP, la police a suspendu près de 100 licences, arrêté huit fonctionnaires et ordonné une enquête coordonnée par le Central Bureau of Investigation (équivalent de la DGSI, service de renseignements en France). Autant de signes vus par le ministre en chef (*chief minister*, issu d'un parti d'opposition) du territoire comme un acte de défiance vis-à-vis de la politique de son gouvernement.

Dérive autocratique

Les querelles récentes qui, dans la rue ou dans la sphère politique, mettent face à face les opposants et défenseurs de l'ouverture des commerces d'alcool laissent penser que les raisons liées à la fermeture des commerces sont plus idéologiques et politiques que sanitaires.

Rappelons que les États du Sud du pays qui, outre de compter parmi les plus grands consommateurs d'alcool et de dépendre de cette économie pour équilibrer leurs budgets, sont aussi – pour trois d'entre eux surtout – d'importants lieux d'affrontements entre le parti au pouvoir à New Delhi (BJP) et des gouvernements régionaux rassemblée autour d'une coalition d'opposition autour du Parti du Congrès.

Ce choix de fermeture permet à l'État central d'ingérer dans la politique des États fédérés. La crise pandémique actuelle révèle ainsi l'émergence d'une nouvelle arène de contestation contre la stratégie de recentralisation du pouvoir exercée par le premier ministre indien, traduite dans le domaine de la fiscalité, de l'administration du territoire et, plus largement, dans le champ démocratique. La tension autour de l'ouverture ou non des débits de boisson et de la vente libre met ainsi en évidence cette reprise en main par le Centre de l'autorité sur les instances du pouvoir décentralisé. Un affront pour les États du pays, qui semblent devoir résoudre seuls les effets sociaux et économiques de la pandémie.